



25 MARS 2024

EUROPE INFO HEBDO

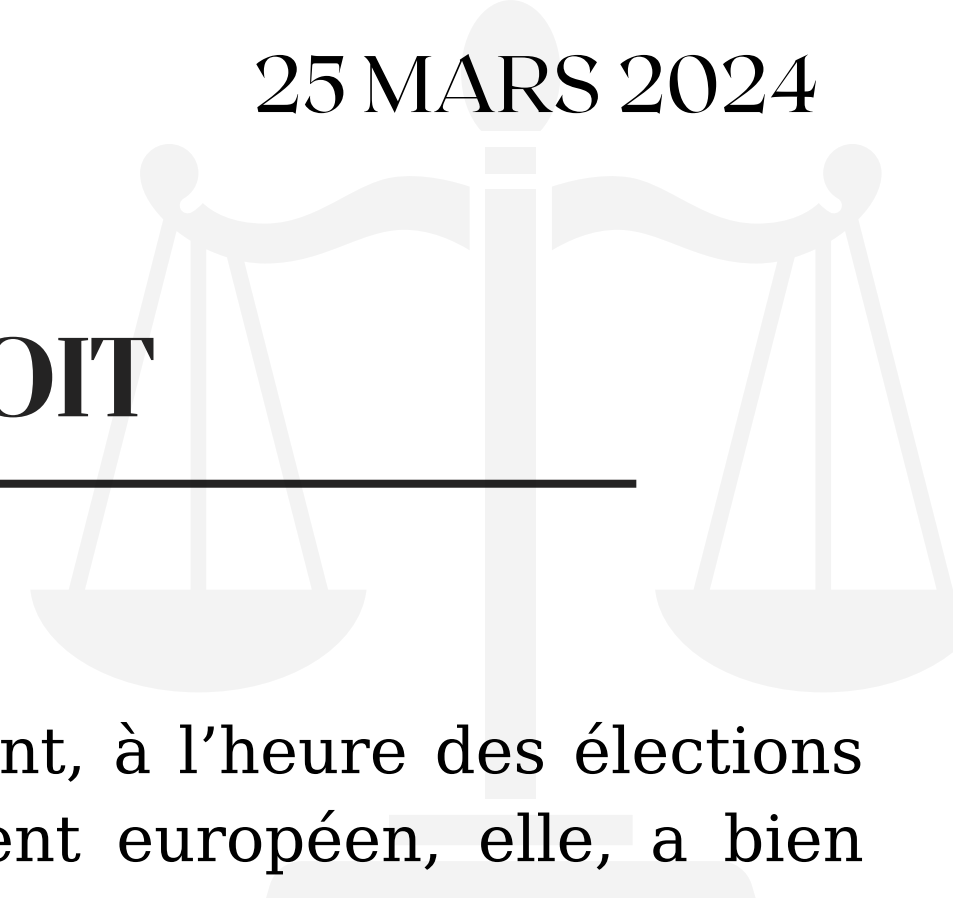


CONSERVATEURS RÉFORMISTES, PLACE DE LA FEMME ET TRIANGLE DE WEIMAR

Bonne lecture!
Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Tom LANDFRIED.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS, COMMISSION EUROPÉENNE POTTY CONTEST

Alors que les médias se mettent lentement, mais progressivement, à l'heure des élections européennes, la campagne pour le renouvellement du Parlement européen, elle, a bien commencé. Fatigue des libéraux, affaiblissement des verts, affirmation des droites radicales, ambition des socialistes, mobilisation des conservateurs : Euractiv fait le tour des forces en présence, avec quelques infographies utiles.

- Au début du mois, la famille PPE (centre-droit, conservateurs) s'est réunie à Bucarest et a entériné la candidature de Ursula von der Leyen pour un deuxième mandat (cf. EIH 25/2/24).
 - Cela s'est fait toutefois autour d'une plateforme singulièrement infléchie par rapport au mandat écoulé, promettant par exemple de revenir sur l'interdiction de vente des moteurs thermique, pourtant prévue pour 2035.
 - On peut y lire évidemment le poids des industriels automobiles allemands (mais pas seulement) et une traduction concrète de la contestation du pacte vert, croissante depuis un an maintenant (cf. EIH 8/5/23).
- A Rome, la famille socialiste a choisi l'actuel Commissaire à l'Emploi, le Luxembourgeois Nicolas Schmitt pour représenter les sociaux-démocrates européens.
 - A la fois comptable du bilan de la Commission à laquelle il appartient et tenu de s'en démarquer, celui-ci insiste sur la dimension sociale du Green Deal, dans une interview pour Contexte.
- A Lyon le mois dernier, les Verts s'étaient rassemblés derrière les députés sortants Bas Eickhout (NL) et Terry Reintke (DE).
 - Le choix de l'expérience souligne Politico, puisque le député Néerlandais l'était déjà en 2019 aux côtés de l'Allemande Ska Keller.
- Enfin, les libéraux montrent une "tête d'affiche" originale sur la scène européenne, avec non pas un binôme comme les verts mais incarnée par trois personnalités.
 - Issues de leurs composantes majeures :
 - le député sortant Sandro Gozi (IT) élu en 2019 sur la liste présidentielle pour le Parti Démocrate européen dont est membre le Modem,
 - Marie-Agnes Strack-Zimmermann (DE) députée FDP au Bundestag pour le parti européen ALDE dont n'est pas membre le parti macroniste Renaissance.
 - Valérie Hayer (FR), actuelle présidente du groupe Renew et tête de liste en France portera la singularité française de la famille libérale - même si les difficultés en France devraient surtout l'inciter à faire campagne à domicile.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS, PARLEMENT POTTY CONTEST

Selon toutes les projections actuelles, visibles dans l'agrégateur de sondages de Politico la victoire semble promise au PPE - ce que confirme une enquête récente Ipsos-Euronews de grande ampleur. Bien sûr, il y a toujours l'intrusion des événements, et le danger de la complaisance qui peuvent retourner des situations confortables. Comment oublier les victoires prises pour acquises de Lionel Jospin en France en 2002, de Hillary Clinton aux États-Unis en 2016 ou Armin Laschet en Allemagne en 2021.

- Si la majorité pro-européenne au Parlement européen pourrait se maintenir, la tectonique continue d'œuvrer.
 - Les attaques de la famille libérale contre le PPE en particulier du Commissaire Thierry Breton, témoignent de l'inquiétude de voir le centre de gravité du PE glisser trop loin vers la droite.
 - Les appels du pied de Manfred Weber (PPE) à la première ministre italienne soulignent la potentielle position centrale de celle-ci et de sa famille politique CRE.
 - CRE récemment renforcé d'une composante française avec le ralliement de "Reconquête".
- Cette adhésion vient compliquer un peu plus la possibilité d'un rapprochement entre la force dominante de l'extrême-droite au Parlement européen, le RN, et le CRE.
 - Conservateurs réformistes européens, groupe où siègent les seuls partis de droite radicale parvenus au pouvoir en Europe : en Italie, Suède, Finlande ou Pologne.
 - Le RN de Marine Le Pen le sait, c'est cette crédibilité gouvernementale qui permet aussi de peser dans le jeu politique européen.
 - D'où la tentation pour le FIDESZ de V. Orban, isolé sur la scène européenne et courtisé par le groupe ID, de rejoindre plutôt les CRE.
 - Un mouvement pour le moment hypothétique, car le FIDESZ n'a fait aucune demande officielle, mais préparé par certains signaux envoyés par les CRE,
 - et annoncé par Orban lui-même dans une déclaration à la presse italienne.
 - Si certains pourraient s'y opposer, comme l'ODS tchèque ou les Roumains, à cause de la proximité entre Budapest et Moscou, les Polonais du PiS semblent y voir un moyen de garder une certaine influence au sein du Conseil européen.
- La tension entre radicalité et aspirations au pouvoir reste cependant le principal discriminant entre les deux groupes de l'extrême droite européenne.
 - Dans un entretien de fond, l'historien du nazisme Johann Chapoutot revient par ailleurs sur les origines et le sens de l'émergence de l'AfD, partenaire encombrant du RN dans le groupe ID (Identité et Démocratie).



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

MIGRATIONS,

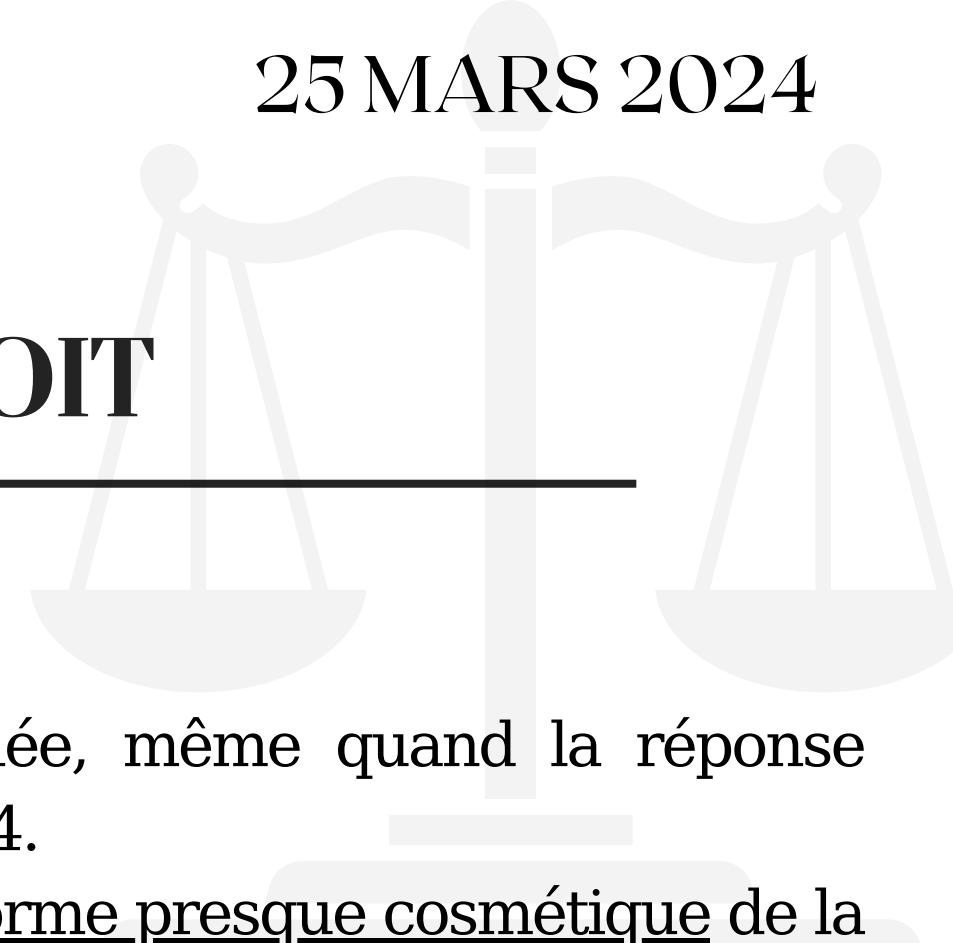
LE CAIRE, NID DE CONTRADICTIONS

Les partis d'extrême droite en Europe sont assez diversifiés. Ils ont un éventail de points de vue différents sur tout, de la politique économique à la politique étrangère, et semblent souvent s'opposer les uns aux autres autant que les partis plus traditionnels. Mais ce qu'ils ont en commun, c'est l'opposition à l'immigration. En réponse à cela, les partis de gouvernements européens, centristes ou libéraux, se sont engagés dans une voie de plus en plus anti-immigration.

- Au risque évidemment de l'Etat de droit, comme le souligne encore la politique migratoire de G. Meloni: l'Italie intensifie les entraves aux sauvetages en Méditerranée.
- A ce sujet, l'UE pêche par incohérence et inconstance. Après avoir fait la leçon au monde entier, et à l'extrême droite, sur le thème des valeurs en matière de droits fondamentaux, les dirigeants Européens sont à l'origine d'une nouvelle série d'accords avec les États d'Afrique du Nord visant à empêcher les migrants d'entrer sur le territoire de l'Union.
 - Accompagnée des Premiers ministres de la Belgique (Libéral), de l'Italie (droite radicale) et de la Grèce (conservateur), a signé un accord avec le président égyptien Abdel Fattah al-Sisi.
 - Dans le cadre de ce nouveau partenariat avec l'Égypte, l'UE verse 7,9 milliards d'euros au titre d'une stratégie à six piliers visant à soutenir l'économie, le commerce et l'énergie du pays.
 - L'argent est également destiné à l'Égypte pour qu'elle prenne en charge les migrants en provenance du Soudan, de la Syrie et de la Palestine, et les empêche de traverser sur des bateaux vers l'Europe, en particulier l'Italie.
 - Nouvel avatar d'une Europe qui se vit comme une forteresse (cf. EIH 1/10/23), cet accord fait suite à des accords similaires avec la Turquie, la Tunisie ou la Mauritanie.
 - Un autre est en préparation avec le Maroc.
- Les migrants sont devenus une monnaie d'échange pour ces pays dans leurs relations avec l'UE.
 - L'approche consiste à externaliser la propre politique migratoire de l'UE en laissant la question de l'accueil d'urgence à des États peu regardants en matière de droits fondamentaux.
 - L'accord signé au Caire vise à stopper les flux migratoires à un moment où la situation économique désastreuse de l'Égypte, la guerre civile prolongée au Soudan et la destruction aveugle de Gaza par Israël font de l'Égypte un point de départ vers l'Europe pour les Égyptiens comme pour les migrants en transit.
 - Comme l'explique le Green European journal, d'accord en accord, l'UE externalise le contrôle des migrations, sans grande considération pour les droits de l'homme.
 - Laisser la misère du monde à l'extérieur ne fera que repousser le problème à plus tard et probablement qu'il se présentera à nous de manière encore plus dramatique.
- Giorgia Meloni célèbre cette nouvelle forme de politique de voisinage comme un succès pour son rôle de pionnière dans ce domaine.
 - La Commission européenne a adopté le scénario et prévoit d'autres représentations.
 - L'UE devra en payer le prix en termes de politique étrangère, et ce prix risque d'augmenter, à mesure que les pays riverains chargés de réguler les flux migratoires en feront des armes de pression géopolitiques.
 - Comme le président turc R.T. Erdogan l'a déjà compris.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

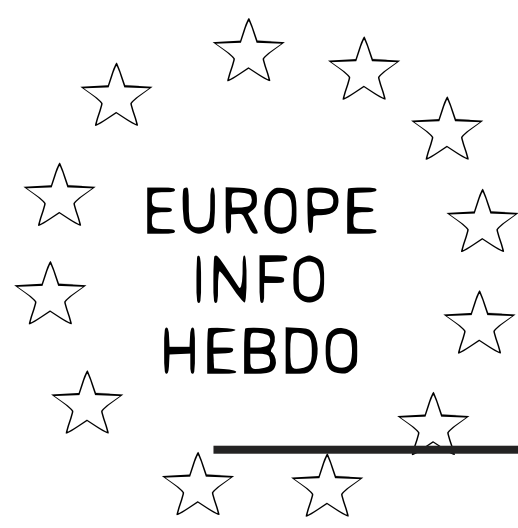


IRLANDE, FEMMES, PÉPOUZE

Partir vainqueur dans une course au vote, n'est jamais une bonne idée, même quand la réponse favorable relève du bon sens. C'est la triste leçon irlandaise du 8 mars 2024.

- Présentée comme une simple formalité, la question portait sur une réforme presque cosmétique de la Constitution de la République d'Irlande.
 - Le texte, en vigueur depuis 1937, époque marquée par une certaine vision du catholicisme rigoureux, définit la famille sous le seul prisme du mariage.
 - Les femmes sont, elles, présentées comme chargées de prendre soin de leur foyer.
 - L'idée du nouveau texte soumis à référendum était d'inclure également les «relations durables» et ne plus se limiter au mariage et d'imputer à tous les membres d'une famille la responsabilité de prendre soin les uns des autres.
 - Donc en cette date symbolique du 8 mars, 74% des électeurs irlandais pensent que non, il ne faut pas changer ce texte. Une femme est d'abord et avant tout en charge des membres de sa famille.
 - Pour Dad, Grandad et Junior, cela reste accessoire et constitutionnellement admis.
- Le rejet de telles modifications étonne à plusieurs titres.
 - La République d'Irlande se vante d'être l'un des premiers pays européens à avoir reconnu le droit de vote aux femmes, en 1922.
 - Elle semblait être sortie du carcan strict catholique en votant largement en faveur de la légalisation de l'IVG.
 - N'oublions pas que les Irlandaises disposaient déjà du droit de vote permis par le Royaume-Uni.
 - La République indépendante étend ce droit aux femmes dès 21 ans – et non plus 30.
 - L'objectif était d'abord de conforter auprès de la moitié de sa population cette indépendance obtenue du Royaume-Uni.
- Le référendum de 2018 emportant légalisation de l'IVG en République d'Irlande avait été accueilli comme une bonne surprise, mais il convient de se rappeler que les promoteurs des droits reproductifs et sexuels des femmes étaient particulièrement mobilisés.
 - D'abord parce que le débat sur l'avortement était régulièrement ravivé à cause de décès dramatiques de femmes. Décès directement lié à cette interdiction d'avorter.
 - Marqués par le Brexit, les Irlandais majoritairement progressistes s'étaient déplacés en masse.
 - Y compris les expatriés.
 - Un référendum exemplaire titrait le Monde.
- Ce 8 mars 2024, la situation n'est pas comparable.
 - La campagne du non s'est concentrée sur un rejet du gouvernement de coalition, renforcée par les révoltés du complot féministo-woke"
 - Le résultat annoncé comme favorable à la modification n'a pas emporté de mobilisation en faveur du oui.
 - En d'autres termes, la mobilisation a été très nette du côté des critiques du texte et du gouvernement.
 - Elle a été très faible du côté de ceux qui pensent que oui, c'est évident que tous les membres d'une famille prennent soin les uns des autres.

Cet incident, loin de se limiter à un raté du Premier ministre L. Varadkar, nous donne offre une sérieuse leçon il ne faut jamais partir vainqueur d'un scrutin sans une campagne digne de ce nom. Comme l'explique cette étude de Stefanie Buzmaniuk pour la Fondation Robert Schuman, l'abstention porte forcément préjudice aux Européennes.



GREEN DEAL

DEVOIR DE VIGILANCE, VIGILENT

Après plusieurs semaines de rebondissements et de revirements (cf. EIH 4/4/24) la directive européenne sur le devoir de vigilance qui vise à créer une obligation pour les multinationales de protection des droits en matière sociale et environnementale, a finalement été validée par les Etats membres, ouvrant la voie à son adoption formelle par l'UE, quand les députés l'auront votée en avril prochain.

- Toutefois, les observateurs le soulignent tous, c'est une version très allégée, et affaiblie, résultat d'un lobbying intense des organisations patronales.
 - Selon les différentes sources, l'Allemagne, la République tchèque ou la Hongrie ont choisi l'abstention.
 - L'Italie, qui a un temps fait barrage au texte, a finalement accepté une version allégée.
 - La France, partagée entre son soutien au principe du devoir de vigilance, mais les réticences de ses acteurs économiques, a proposé des dispositions restreignant sensiblement la portée du texte.
- Finalement, seules les entreprises de plus de 1 000 salariés seront concernées (contre 500 auparavant) et à partir de 450 millions d'euros de chiffre d'affaires au lieu de 150 millions dans la version initiale.
 - Au total, 5300 entreprises sont donc ciblées au lieu de près de 15 000 dans la directive initiale.
 - Un recul signifiant, au nom de la défense de la compétitivité de l'économie européenne, regretté par les ONG environnementales comme le WWF.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

TRIANGLE DE WEIMAR, WEIMARANER

En 1991, marquant la chute du Rideau de fer, la fin de la Guerre froide et la réunification allemande, les ministres des Affaires étrangères de la France (R. Dumas), de la Pologne (K. Skubiszewski) se rencontraient à Weimar sur l'invitation de leur homologue Hans-Dietrich Genscher. Cette réunion symbolique visait à établir des liens spéciaux entre Berlin, Paris et Varsovie. Depuis, elle s'illustre surtout par une coopération poussée entre diplomates. Si le 30e anniversaire de ce forum de coopération diplomatique n'a emporté que peu d'émoi, sa formation, le 15 mars 2024, au plus haut niveau des exécutifs, a beaucoup plus attiré l'attention.

- Le chancelier allemand Olaf Scholz réunit le président français Emmanuel Macron et le Premier ministre polonais Donald Tusk à Berlin sur fond de coopération nécessairement urgente entre les trois pays.
 - Étaient donc attendues des réactions sur le soutien à l'Ukraine, la sécurité en Europe et les relations transatlantiques.
 - À la fin d'une semaine tumultueuse marquée par des débats intenses sur la fourniture d'armes et la position de l'Allemagne et de l'Europe dans la guerre en Ukraine, les trois dirigeants ont marqué les observateurs par leur soudaine harmonie, explique der Spiegel.
 - Loin d'être anecdotique, ces chefs d'Etat et de gouvernement représentent à eux trois 200 millions de citoyens européens.
- Si originairement, la présence de la France s'expliquait par son soutien nécessaire dans la réconciliation germano-polonaise Visegrad insights explique que, cette fois-ci, Donald Tusk offre son aide au tandem franco-allemand affaibli.
 - Il les encourage à agir conjointement sur la question de l'Ukraine et sur la sécurité économique de l'Europe.
 - Un nouveau sommet de Weimar est prévu pour cet été, promet Donald Tusk.
 - Il sera probablement question des nominations pour les "top jobs" des institutions européennes.
 - Au-delà du fait qu'une présidence pour l'Europe centrale est inévitable, la Pologne semble vouloir occuper un rôle de premier ordre sur la scène diplomatique, après 9 ans d'absence.
 - Cela semble en effet indispensable si elle veut voir ses objectifs de défense pris en considération.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

TRIANGLE DE WEIMAR, DÉFENSE, TRIPLEX ACIES

Ce 15 mars 2024, le Triangle de Weimar gagne un nouvel élan avec de nouveaux objectifs politiques qui seront mis à l'épreuve lors des prochaines élections européennes, de l'élection présidentielle américaine. Certes, France Allemagne et Pologne représentent les trois plus grands États de l'Union mais il semble toujours compliqué d'imaginer que le Triangle de Weimar puisse - à lui seul - assumer les responsabilités affichées en matière de défense en particulier.

- Une éventuelle diminution de l'engagement américain dans l'OTAN ne peut raisonnablement pas être remplacée à court terme. Cependant, le Triangle de Weimar est toutefois loin d'être sans effet en la matière, selon Euractiv.
 - Il peut engager le rapprochement des trois principales armées européennes et renforcer la coopération militaire, notamment en termes de logistique militaire.
 - Laurent Warloutet, chercheur à la Sorbonne, estime que ce format pourrait rapprocher la Pologne, traditionnellement pro-américaine, de la France, tout en renforçant l'autonomie stratégique de l'UE.
- Ce triangle de Weimar du 15 mars 2024 augure une coopération plus large avec d'autres pays européens, y compris l'Espagne et le Royaume-Uni.
 - Il rend visible le fait que pour mettre fin à la guerre, avec une victoire ukrainienne - donc occidentale - :
 - l'Allemagne ne peut pas rester campée sur ses positions post-Seconde Guerre mondiale,
 - le soutien affirmé de la France vers les derniers États ayant rejoint l'Union est indispensable,
 - la Pologne ne peut pas restée isolée de ses partenaires européens.
 - En ce qui concerne l'Europe du Sud Est, cela apparaît encore compliqué car le processus de réconciliation n'a pas du tout été aussi soigné que ceux mis en œuvre pour la France l'Allemagne et la Pologne.